

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives: ' .....

38 - 06.33

-Titre: Conférence de presse du vice-président de la Commission des CE, M. Natali.

-Source: Bruxelles, Berlaymont, 24 février 1983.  
= CCE-2". Pal. G min 20. - Syne.-it.

-Résumé: Présentation du document qui définit la structure des programmes intégrés méditerranéens (PIM). Les points essentiels développés par le vice-président:

- l'idée des PIM, qui résulte de la prise de conscience de la spécificité des problèmes des régions méditerranéennes et leur objet: le développement des régions méridionales - conformément au mandat du 30 mai 1980.
- les régions concernées, régions essentiellement rurales de Grèce (toutes les régions), d'Italie (dont surtout le Mezzogiorno) et de France (dont le Languedoc-Roussillon)
- le domaine d'intervention, principalement le domaine agricole, qui bénéficiait de près de 48% des investissements.

Natali, L. (CCE-Ita)

Politique régionale: régions méditerranéennes (CE)/PIM

**INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG • INFORMATION MEMO • NOTE D'INFORMATION  
ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΑΚΟ ΣΗΜΕΙΩΜΑ • NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE**

Bruxelles, février 1983

PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS (1)

En six ans, 6 628 MECU seront investis pour favoriser le développement économique des régions méditerranéennes de la Communauté : la Commission a en effet approuvé les éléments essentiels des programmes intégrés méditerranéens. Ces programmes, qui seront établis par la Commission au cours des prochaines semaines et transmis au Conseil et au Parlement, se caractérisent par le fait qu'ils s'appliquent de manière cohérente et intégrée à des secteurs divers qui vont de l'agriculture à la petite et moyenne industrie, de l'artisanat aux infrastructures, du tourisme au reboisement et de la pêche à la production d'énergies renouvelables. Conformément au Mandat du 30 mai 1980, les programmes ont pour objet le rattrapage, en termes de développement, des régions méridionales de la Communauté dans le cadre vaste et complexe de la réalité méditerranéenne. Jusqu'ici, ces régions ont en effet bénéficié moins que les autres du processus d'intégration et des politiques communautaires et elles ressentent de manière particulièrement aiguë les effets de la crise économique actuelle.

Les régions ci-après bénéficieront des programmes en question :

France : Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Corse;

Grèce : toutes les régions;

Italie : Mezzogiorno, Latium, Marches, Ombrie, Toscane, Ligurie.

En sont exclues les zones urbaines, les zones côtières de l'Italie du Centre-Sud et les zones côtières françaises.

Dans ce cadre, l'intervention sera moins intense lorsque les paramètres tels que le chômage, le revenu par habitant, la concentration des productions méditerranéennes et le taux d'emploi dans l'agriculture font apparaître une situation relativement moins défavorisée. L'intervention la plus intense se concentre donc en Grèce, dans le Mezzogiorno et dans les zones déprimées de Corse, de Provence-Côte d'Azur et de Languedoc-Roussillon.

Dans le cas de la Grèce, les programmes intégrés méditerranéens représentent une action visant à donner une réponse à nombre de problèmes mis en évidence par le mémorandum du gouvernement d'Athènes.

Le montant global se répartit comme suit :

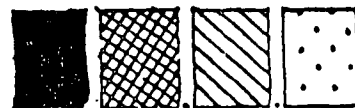
Grèce : 38,4 % (2 542 MECU); Italie : 44,5 % (2 951 MECU);

France : 17,1 % (1 135 MECU).

Les Etats bénéficiaires sont appelés à contribuer aux investissements communautaires dans les différents secteurs en fonction de leurs niveaux respectifs de prospérité. Ainsi, à titre d'exemple, la part communautaire dans le secteur des infrastructures et de l'emploi sera de 75 % en Grèce, de 65 % en Italie et de 50 % en France. Dans le secteur des investissements productifs (agro-alimentaire), ces pourcentages sont les suivants : 60 % en Grèce et en Italie et 45 % en France.

---

# ZONES D'APPLICATION DES P.I.M.



Zones internes où les programmes sont appliqués avec l'intensité maximum.

Zones de plaine; actions en faveur de la réorientation de la production agricole, du secteur de la pêche et des mesures extra-agricoles créatrices d'emplois.

Zones de plaine, bénéficiaires du même type de mesures que les zones précédentes, avec une intensité d'application moindre.

Zones limitrophes bénéficiant de mesures sectorielles limitées.

LE VICE-PRESIDENT NATALI A COMMENTE AU COURS D'UNE CONFERENCE DE PRESSE DONT NOUS DONNONS ICI DES ELEMENTS ESSENTIELS; L'ADOPTION DE LA PART DE LA COMMISSION DU DOCUMENT QUI DEFINIT LA STRUCTURE DES PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS (VOIR NOTE P-20).

1) L'IDEE DES PIM RESULTE DE LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA SPECIFICITE DES PROBLEMES DES REGIONS MEDITERRANEENNES DE LA COMMUNAUTE. IL S'AGIT DE REGIONS EMINEMMENT RURALES, GEOGRAPHIQUEMENT PERIPHERIQUES PAR RAPPORT AUX POLES INDUSTRIELS DE LA COMMUNAUTE, ET CARACTERISEES PAR DES GRAVES DIFFICULTES STRUCTURELLES ET NATURELLES. DANS LE PASSE CES REGIONS A CAUSE DE LEUR CARACTERISTIQUE ONT PROFITE MOINS QUE LES AUTRES DES BIENFAITS DU PROCESSUS D'INTEGRATION COMMUNAUTAIRE, DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE FAVORABLE, DE LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES COMMUNES. POUR LES MEMES RAISONS, CES REGIONS RESSENTENT ACTUELLEMENT LES EFFETS DE LA CRISE D'UNE MANIERE PARTICULIEREMENT AIGUE.

2) AU DELA DE LEUR CARACTERISTIQUE COMMUNE L'INTENSITE ET LA NATURE DES PROBLEMES VARIENT D'UNE REGION A L'AUTRE. LES CONDITIONS DE LA GRECE ET DU MEZZOGIORNO ITALIEN SONT PARTICULIEREMENT GRAVES. EN GRECE LA PRESQUE TOTALITE DU TERRITOIRE NATIONAL SOUFFRE DES HANDICAPS PROPRES AUX REGIONS MEDITERRANEENNES AU MOMENT MEME OU CE PAYS DOIT S'INTEGRER DANS LA COMMUNAUTE. LE MEZZOGIORNO, MALGRE LES EFFORTS QUI ONT ETE FAITS DANS LE PASSE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE ET NATIONAL, DEMEURE A UN NIVEAU DE DEVELOPPEMENT PARMI LES PLUS BAS DE LA COMMUNAUTE ET CECI PARTICULIEREMENT DANS LES ZONES INTERNES. A CAUSE DE LEUR POSITION GEOGRAPHIQUE ET DE L'IMPORTANCE DES PRODUITS AGRICOLES MEDITERRANEENS DANS LEUR ECONOMIE, CERTAINES REGIONS MERIDIONALES FRANCAISES SONT PARTICULIEREMENT EXPOSEES AUX EFFETS DES ADAPTATIONS QUE L'ELARGISSEMENT PROVOQUERA.

3) UN POURCENTAGE D'ENVIRON 480/0 DES INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DES PIM SERA CONSACRE A L'AGRICULTURE CE QUI N'APPARAIT PAS UNE PROPORTION EXCESSIVE COMPTE TENU DU FAIT QUE DANS CES REGIONS LA PART DE POPULATION ACTIVE QUI TRAVAILLE EN AGRICULTURE EST BIEN PLUS ELEVEE QUE LA MOYENNE COMMUNAUTAIRE. PAR AILLEURS LA DEPENSE AGRICOLE DANS LE CADRE DES PIM EST CONÇUE DANS LE SENS DE TRANSFORMATIONS DE CULTURES AFIN D'EVITER LA FORMATION D'EXCEDENTS. IL NE FAUT EN TOUT CAS PAS CEDER A LA TENTATION - QUE L'ON A VUE POINTER REÇEMENT DANS CERTAINES POLEMQUES DE PRESSE - DE DRAMATISER L'IMPORTANCE DES DEPENSES POUR LES PRODUCTIONS AGRICOLES MEDITERRANEENNES. N'OUBLIONS PAS QUE POUR L'HUILE D'OLIVE LA COMMUNAUTE DEPENSE 450 MECU PAR AN DANS UN SECTEUR DANS LEQUEL TRAVAILLENT 1,5 MILLIONS D'AGRICULTEURS, ALORS QUE POUR 300.000 AGRICULTEURS QUI CULTIVENT COLZA ET AUTRES OLEAGINEUSES ON DEPENSE 560 MECU. CE N'EST QU'UN EXEMPLE. D'ENCORE PLUS FRAPPANTS POURRAIENT ETRE CITES EN COMPARAISON AVEC CE "PRODUIT-SYMBOL" QU'EST L'HUILE D'OLIVE.

4) SONT INTERESSES AUX PIM 6 MILLIONS DE GRECS, 12 DE FRANCAIS, 33 D'ITALIENS POUR LES ANNEES 1985-91.

5) DANS LE MONTANT GLOBAL DES PIM, AUX 6628 MECU SUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE IL FAUDRA AJOUTER 4.500 MECU DE PARTICIPATION DES ETATS GREC, FRANCAIS ET ITALIEN.

AMITIES,  
M. SANTARELLI COMEUR ///4